



Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DE LA MANCHE

**Direction départementale des territoires et de la mer**  
Service mer et littoral

**ARRETE N° CM-S-2017-005**  
**portant interdiction temporaire de la pêche, du ramassage, du transport, de la purification,**  
**de l'expédition, du stockage, de la distribution, de la commercialisation et de la mise**  
**à la consommation humaine des coquillages du groupe 3 (bivalves non fouisseurs) en provenance**  
**de la zone de production 50.18.01 (Bricqueville Nord)**

Le Préfet de la Manche  
Chevalier de la Légion d'honneur

- VU le règlement (CE) n° 178/2002 du Parlement européen et du Conseil du 28 janvier 2002 établissant les principes généraux et les prescriptions générales de la législation alimentaire, instituant l'Autorité européenne de sécurité des aliments et fixant des procédures relatives à la sécurité des denrées alimentaires ;
- VU le règlement (CE) n° 853/2004 modifié du Parlement européen et du Conseil du 29 avril 2004 fixant des règles spécifiques d'hygiène applicables aux denrées alimentaires d'origine animale ;
- VU le règlement (CE) n° 854/2004 modifié du Parlement européen et du Conseil du 29 avril 2004 fixant les règles spécifiques des contrôles officiels concernant les produits d'origine animale destinés à la consommation humaine ;
- VU le règlement (CE) n° 1069/2009 du Parlement européen du 21 octobre 2009 établissant les règles sanitaires applicables aux sous-produits animaux ;
- VU le Code rural et de la pêche maritime ;
- VU l'article L 1311-4 du Code de la santé publique ;
- VU le décret n° 84-428 du 5 juin 1984, relatif à la création, à l'organisation professionnelle et au fonctionnement de l'Institut français de recherche pour l'exploitation de la mer (IFREMER) ;
- VU le décret n° 90-618 du 11 juillet 1990, relatif à l'exercice de la pêche maritime de loisir ;
- VU le décret n° 2001-426 du 11 mai 2001, réglementant l'exercice de la pêche maritime à pied à titre professionnel ;
- VU le décret n° 2005-1781 du 30 décembre 2005 pris pour l'application de l'article L 231-6 du Code rural ;
- VU le décret n° 2009-1484 du 3 décembre 2009 relatif aux directions départementales interministérielles et à la création des directions départementales des territoires et de la mer ;
- VU le décret n° 2010-346 du 16 février 2010 relatif aux pouvoirs des préfets et à l'organisation des services de l'État dans les régions et les départements ;
- VU l'arrêté ministériel du 06 novembre 2013 fixant les conditions de transfert et de traçabilité des coquillages vivants ;
- VU l'arrêté ministériel du 06 novembre 2013 relatif au classement, à la surveillance et à la gestion sanitaire des zones de production et de reparcage des coquillages vivants ;
- VU l'arrêté préfectoral du 08 novembre 2016 portant classement de salubrité des zones de production des coquillages vivants dans le département de la Manche ;
- VU le bulletin d'alerte REMI de niveau 1 de l'IFREMER du 12 octobre 2017 (résultat de 11000 E.coli/100g CLI/ seuil réglementaire : 4600 E.coli) ;

- VU le bulletin d'alerte REMI de niveau 2 de l'IFREMER du 20 octobre 2017 (résultat de 4900 E.coli/100g CLI) ;
- VU les consultations de la DDPP et de l'ARS, conformément à l'article R231-39 du Code rural et de la pêche maritime, en date du 20 octobre 2017 ;

**CONSIDERANT** les résultats des tests effectués par le réseau de surveillance REMI de l'IFREMER sur des moules (bivalves non fousseurs – groupe 3) prélevées les 09 et 18 octobre 2017 dans la zone de Bricqueville Nord (zone 50.18.01), émis par le laboratoire LERN de l'IFREMER Port-en-Bessin ;

**CONSIDERANT** les deux résultats obtenus qui dépassent la valeur seuil de 4600 E.coli/100g CLI ;

## **A R R E T E**

- Article 1er :** La pêche, le ramassage, le transport, la purification, l'expédition, le stockage, la distribution, la commercialisation, pour la consommation humaine, des coquillages bivalves non fousseurs (groupe 3) en provenance de la zone Bricqueville Nord sont provisoirement interdits à compter de la signature du présent arrêté.
- Article 2 :** Les autorisations de transport et de transfert des coquillages concernés, provenant de la zone mentionnée à l'article 1er du présent arrêté, sont suspendues pendant la durée de l'interdiction.
- Article 3 :** Le dispositif d'alerte REMI est maintenu jusqu'à l'obtention de deux séries consécutives de résultats inférieurs à la valeur seuil de 4600 E.coli/100g CLI.
- Article 4 :** Les établissements d'expédition engagent sous leur responsabilité le retrait du marché des coquillages récoltés depuis le 09 octobre 2017 dans la zone concernée et qui auraient été expédiés pour la consommation humaine, en application de l'article 19 du règlement (CE) n°178/2002. Ils en informent la Direction départementale de la protection des populations de la Manche. En application de la note de service DGAL/SDSSA/N2013-8166 du 15 octobre 2013, les lots commercialisés à la date de l'arrêté préfectoral pour lesquels il existe une preuve de leur conformité ne sont pas concernés par les opérations de retrait/rappel.
- Article 5 :** Les lots retirés du marché devront être détruits aux frais de leur propriétaire, en application du règlement (CE) 1069/2009 du 21 octobre 2009.
- Article 6 :** L'utilisation de l'eau de mer provenant de la zone concernée est possible pour les établissements équipés de dispositifs capables de rendre l'eau de mer propre, au sens du règlement (CE) n°853/2004. L'utilisation de tels équipements devra avoir été préalablement validée par l'exploitant et vérifiée par le directeur départemental de la protection des populations.
- Article 7 :** Le porter à connaissance de cet acte sera réalisé auprès du comité régional des pêches maritimes et des élevages marins de Normandie (CRPMEM), comité régional de la conchyliculture Normandie-Mer du Nord (CRC) et des maires des communes de Lingreville, Bricqueville-sur-Mer, Bréhal et auprès du public par affichage par les maires des communes sur les sites concernés. L'information des professionnels est assurée par le CRC et par le CRPMEM.
- Article 8 :** Cette décision peut être contestée dans les deux mois qui suivent sa notification :
- par recours gracieux auprès de l'auteur de la décision. L'absence de réponse dans un délai de deux mois fait connaître une décision implicite de rejet, qui peut elle-même être déférée au tribunal administratif dans les deux mois suivants la date de sa notification
  - par recours contentieux devant le tribunal administratif.

**Article 9 :** Le secrétaire général de la préfecture, le directeur départemental des territoires et de la mer, le directeur départemental de la protection des populations, la directrice générale de l'agence régionale de santé de Normandie, et les unités de contrôle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Saint Lô, le 20 OCT. 2017  
Pour le Préfet,  
Le Secrétaire,  
Directeur de Cabinet  
Olivier MARMION

Destinataires :

- Préfecture de la Manche
- Sous-préfecture de Coutances
- Sous-préfecture de Avranches
- DDTM/SML
- DDTM/DT Sud
- DDPP
- ARS
- IFREMER/LERN
- LABEO
- SAGE côtiers Ouest-Cotentin
- OIEau
- Groupement de gendarmerie maritime de Manche / mer du Nord
- Groupement de gendarmerie de la Manche
- Ministère de l'agriculture et de la pêche (DGAL, DPMA)
- CRC Normandie - mer du Nord
- CRPME Normandie
- Maires des communes de Lingreville, Bricqueville-sur-Mer, Bréhal

